

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 11/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### STOCKAGES PETROLIERS DU RHONE

PORT EDOUARD HERRIOT  
8 rue d'Arles  
69007 Lyon

Références : UDR-CRT-2026-049-DB  
Code AIOT : 0006104241

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement STOCKAGES PETROLIERS DU RHONE implanté 8 RUE D'ARLES PORT EDOUARD HERRIOT 69007 Lyon. L'inspection a été annoncée le 10/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la remise en état du site SPR (dépôt pétrolier) suite à l'arrêt définitif d'activité de cet établissement.

Cette visite avait pour but :

- d'obtenir sur site des précisions et des explications complémentaires sur le plan de gestion ;
- de constater visuellement l'état des travaux de réhabilitation;
- de suivre ces travaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STOCKAGES PETROLIERS DU RHONE
- 8 RUE D'ARLES PORT EDOUARD HERRIOT 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006104241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Stockages Pétroliers du Rhône (SPR) exploitait à Lyon7° au port Édouard Herriot, un dépôt de liquides inflammables constitué de réservoirs de fuels (GO, FOD..), d'essences (E10,...), d'additifs et d'éthanol. Ce dépôt était alimenté par pipeline et était destiné à alimenter des dépôts secondaires et des stations services.

L'exploitant a signalé en septembre 2024 la mise à l'arrêt définitive de ce dépôt. Il a arrêté son activité commerciale le 31/12/2024.

Des dispositions législatives et réglementaires encadrent la cessation définitive des installations classées. Celles-ci visent notamment une remise en état satisfaisante du site et l'évacuation dans les règles des déchets.

Dès lors, les objectifs de l'inspection des installations classées sont de veiller au respect de ces dispositions.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Attestation mise en sécurité et attestation mémoire	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-39-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Diagnostoc sol pollué - Plan de gestion	Code de l'environnement du 19/12/2021, article R556-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater :

- qu'à ce jour tous les bacs d'hydrocarbures ont été démantelés,
- que les structures béton sous le niveau du sol restent à démanteler,
- que les structures en béton en surface sont presque toute démantelées,
- que le sol avant la construction du dépôt affleure maintenant,
- l'absence d'odeur ou d'irisation sur les flaques d'eau.

Cette visite a aussi permis d'obtenir sur site des explications complémentaires sur le plan de

gestion de la réhabilitation.

Il ressort de cette visite que les travaux de réhabilitation suivent leur "cours normal".  
Quelques renseignements complémentaires sont demandés à l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Attestation mise en sécurité et attestation mémoire

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sites et sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R512-39-3 (Modifié par Décret n°2025-804 du 11 août 2025 - art. 4) I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également : 1° Les objectifs de réhabilitation ; 2° Un plan de gestion comportant : a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ; b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ; c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux. .... Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site. Les mesures de gestion de la pollution.....doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt... Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article

L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 .....

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

#### Constats :

Par lettre du 13/09/2024, l'exploitant a signifié à Madame la Préfète du Rhône la mise à l'arrêt de son établissement.

Il a proposé une remise en état du site pour un usage industriel.

Dans sa lettre il signale qu'il a informé de cette proposition : M. le Maire de Lyon et la CNR concessionnaire des terrains dont l'État est propriétaire au Port Édouard Herriot.

Cette proposition n'a pas fait l'objet d'observation des personnes ainsi informées.

Par mail et lien de téléchargement, le 07/07/2025 la société SPR a transmis à la DREAL un document intitulé Plan de Gestion.

Ce document élaboré par la société spécialisée WSP (rapport 24705262-R03\_v2 du 09/01/2025) vaut à ce stade mémoire de réhabilitation. Il expose les objectifs de réhabilitation et présente un plan de gestion.

Ce document a été examiné par l'inspection.

Il n'est pas apparu d'écarts entre les données présentées dans ce plan de gestion et la connaissance qu'a l'inspection des installations classées du site et plus largement, de la zone. Pour ce qui concerne le contenu du plan de gestion et les options de dépollution, l'inspection relève que ce plan :

- présente et justifie les mesures de gestion de la pollution,
- s'appuie sur les analyses de sol et d'eaux souterraines, sur l'historique du site,
- ne prévoit pas de calendrier particulier,
- prévoit des dispositions pour assurer la préservation des intérêts de l'environnement (cf. art. L511-1 CE),
- ne prévoit pas les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages (alinéa c) du 2° de l'article),
- comprend une analyse coûts avantages des options de dépollution.

Ces options ont été présentées par l'exploitant et justifiées en réunion avant la visite terrain.

Ce plan de gestion fait état d'une zone polluée par des hydrocarbures légers sur la bordure nord-est du site. L'origine de cette pollution apparaît être située à l'extérieur du site et migrerait lentement sur le site. Cette pollution n'apparaît pas être la conséquence d'activité de SPR. Afin d'éviter toute recontamination par transfert latéral, WSP considère pertinent d'envisager la mise en place d'un mur d'argile placé en bordures de fouille ou en limite de site. SPR doit se prononcer sur cette solution en accord avec le concessionnaire et évaluer l'impact

SPR doit se prononcer sur cette solution en accord avec le concessionnaire et évaluer l'impact hydrogéologique de celle-ci. Sa décision à ce sujet devra être motivée.

Les objectifs de dépollution, notamment les seuils de dépollution sont exposés au chapitre 4.4 du plan de gestion. Les seuils de coupure (arrêt de la dépollution) ont été fixés par type de polluants : hydrocarbures C5-C10, hydrocarbures C10-C40, BTEX, HAP et plomb.

A l'issue des travaux, l'exploitant devra établir une évaluation simplifiée des risques. La pertinence des choix ci-avant pourra être examinée dans cette évaluation.

L'exploitant a motivé ses choix. Il prévoit l'excavation puis l'évacuation en biocentre agréés des terres polluées au-delà des seuils de coupure. Au vu des volumes à évacuer et du volume du traitement des gravats, il estime que des apports en matériaux ne seront pas nécessaires pour remettre le terrain à la cote du terrain naturel. L'impact routier à Lyon des navettes de camions avec cette solution sera équivalent à quelques semaines d'activité du dépôt avant mise à l'arrêt.

PFAS : Le rapport mentionne : *"Au regard des teneurs en PFAS relevées dans les sols et de l'historique du site, les activités du site ne semblent pas être à l'origine d'un impact en PFAS dans les sols et des PFAS retrouvés dans la nappe."* Le plan de gestion présente des options concernant le traitement de cette pollution. L'exploitant doit davantage indiquer et justifier la solution vers laquelle il s'oriente.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il n'est pas apparu d'écart par rapport à la réglementation.

Toutefois, l'exploitant doit préciser certains sujets, notamment :

- il doit préciser le calendrier de remise en état,
- il doit se prononcer sur les travaux de dépollution de la zone nord-est dont l'origine serait extérieure à son site ; il précisera s'il retient ou non une des solutions proposées par WSP ; les travaux éventuels devront faire l'objet d'une consultation de la CNR et au besoin, leur impact hydrogéologique devra être évalué.
- il doit davantage indiquer et justifier la solution vers laquelle il s'oriente pour traiter les traces de PFAS présentes.
- il doit envisager et justifier dès à présent les travaux à conduire pour assurer la surveillance des milieux (sols, eaux souterraines), la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 2 : Diagnostoc sol pollué - Plan de gestion**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/12/2021, article R556-2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sites et sol pollués

**Prescription contrôlée :**

Article R512-39-3 (Modifié par Décret n°2025-804 du 11 août 2025 - art. 4)

[Les dispositions contrôlées ici sont les mêmes que les précédentes, mais davantage orientées vers la mise en œuvre du plan de gestion.]

2° ... plan de gestion comportant :

- a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;
- b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;
- c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

.....

Les mesures de gestion de la pollution ....sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

#### Constats :

L'inspection a relevé que :

- tous les bacs d'hydrocarbures ont été démantelés ;
- le démantèlement des cuvettes de rétention et de leurs capacités de rétention était achevé dans la partie sud et à plus de 50 % avancé dans la partie nord (photos en PJ) ;
- le bac n°12 est conservé pour permettre l'arrosage du chantier afin de limiter les envols de poussières issues du chantier ;
- un dispositif débourbeur est installé afin de limiter les apports de matériaux sur la voie routière hors site ;
- le bâtiment de maintenance dans la partie nord a été démantelé.

L'inspection n'a pas ressenti d'odeur particulière, ni relevé des traces évidentes de pollution, ni d'irisation sur les grandes flaques d'eau alors présentes sur le site.

Un merlon colonisé par la végétation sur la façade entre ouest du site, de forme conique arrondie (L x l x h) 95 x 19 x 4,3 m est présent sur le site (mesures geoportail). Le plan de gestion ne renseigne pas sur ce merlon alors que le niveau du terrain naturel devra être atteint en fin de réhabilitation.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser et justifier la réhabilitation qu'il envisage pour le merlon au nord-ouest du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois